

Politiquement non économique

LAISSONS LE POLITIQUE À SA PLACE

Le décryptage de Denis Jacquet



(Photo by Arnaud Jaegers - Unsplash)

A six mois de l'élection présidentielle, on a voulu savoir si la vision économique faisait bon ménage avec la politique...

Chacun à sa place. Tous ensemble. Il faut de tout pour faire un monde équilibré, politiques inclus. Pourtant, au vu de la culture économique pour le moins limitée de la plupart des élus, ces derniers devraient se contenter de participer à une vision de leur territoire, rassembler des moyens pour initier des projets majeurs et laisser la totalité de l'exécution au privé dont c'est le métier. Chacun à sa place. Tous ensemble. Le résultat serait remarquable. Malheureusement, le politique a quitté depuis longtemps le terrain de la vision pour celui du pouvoir. Et ce dernier tolère guère le partage et n'accorde que peu sa confiance.

Quelle vision ?

Quelle serait la vision du rôle conjugué du politique et de l'économie ? Tout d'abord, aucune mesure économique ne sert à rien tant qu'elle n'est pas accrochée à une vision. Cette vision a quitté la scène politique, droite ou gauche, depuis longtemps. Nous le savons tous. Sinon Eric Zemmour ne serait pas dans les sondages à 18 % des intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle. La vision se définit ensemble.

Que voulons-nous pour une ville, une région, un pays ? La vision locale ou régionale doit à la fois prendre en compte la vision nationale – et internationale – mais également s'adapter à ses forces et ses faiblesses et ses particularismes. Son identité. Son ADN. C'est la force que chacun apporte à la vision globale qui fait la réussite. La compétition aussi. La Chine fixe un objectif, souvent éclairé, à ses collectivités qui se « défontent » pour être les meilleures et briller aux yeux du pouvoir cen-

tral. Une méthode qui, depuis trente ans, marche technologiquement notamment, à la perfection.

L'exécution confiée au privé

Une vision, des forces. La définition de cette vision doit inclure la société civile. Le politique a besoin de comprendre qu'il y trouvera du soutien et de la reconnaissance, lui qui pense qu'un catalogue de mesures électoralistes est le sésame vers un ancrage quasi africain au pouvoir (pardon pour mes amis africains). Partager la vision assure le pouvoir et élève celui qui a initié cette collaboration, plutôt qu'il ne lui en enlève. Une fois l'assentiment et la vision

« Le carcan du calendrier annuel est la prison de l'innovation. »

établis, reste l'exécution. Elle doit aller au privé, avec un simple contrôle de l'emploi des fonds publics et non une maîtrise d'œuvre par une administration terrorisée par la peur de l'image et du process administratif, qui l'emportent sur la raison et l'efficacité. Il faut que le politique cesse d'utiliser les fonds publics qui sont avant tout les nôtres, que nous lui avons confiés (de force, par l'impôt), pour mettre à la laisse les forces privées, ainsi privées de leur créativité.

C'est là que le bât blesse. Le politique n'a plus confiance en ses citoyens et encore moins en ses entreprises, toujours soupçonnées de perversité économi-

que et d'intérêt individuel. Pourtant, ce sont les entreprises qui aujourd'hui font en termes de formation et d'intégration, ce que le politique ne fait plus ! Transfert d'obligation, sans transfert de confiance.

Pistes de réflexion

Plus prosaïquement, nous avons, nous entrepreneurs, notamment pendant les Assises de l'Entrepreneuriat que j'avais arrachés à François Hollande, avec le soutien de Fleur Pellerin, après l'épisode des « Pigeons », défini ce que pouvait être une politique publique intelligente. En voilà quelques éléments, adaptés aux nécessités du XXI^e siècle, face à la Chine et aux Etats-Unis.

Faire des achats publics une source d'innovation et une éprouvette capable de donner naissance à des bébés licornes. Les achats publics sont perclus des rhumatismes nés de l'application d'un code des marchés publics qui est un tue-l'amour économique. Il faut en revoir la philosophie et dégraisser ce mammoth qui nous prive d'une réussite flamboyante. Le code explique tout ce qu'il ne faut pas faire et interdit d'en faire un levier économique. Pas de vision. Pas de confiance. Des normes et de la misère.

Il faut ensuite transférer les achats publics du Budget aux Finances. Le Budget (ministère de l'Economie) fonctionne à l'année. Pas l'économie. Le Budget est un comptable qui compte mais ne bâtit pas la vision de l'entreprise. Le Budget de l'État ou des collectivités est annuel. Un investissement s'envisage dans le temps, moyen ou long. Le carcan du calendrier annuel est la prison de l'innovation. Enfin, il faut imposer que les achats publics acceptent la notion de risque. D'innovation. Les achats publics ancrent la rente. Les anciens fournisseurs ont des bilans, les innovants ont la vision. On allente la rente et, sous prétexte d'une absence de passé, on s'interdit l'avenir.

À propos

Écrivain, investisseur, fondateur de l'association Parrainer la croissance et du Day One Movement, Denis Jacquet a aussi créé et dirigé plusieurs entreprises. Se définissant lui-même comme un entrepreneur engagé, il œuvre en faveur de l'Homme et du collectif.

Son objectif est d'inciter les patrons à s'investir pour aboutir à une société plus cohérente par l'inclusion de tous via l'entreprise. Il intervient régulièrement dans nos pages pour nous faire partager son expertise.



(D.R.)

Cocktail Molotov pour raviver l'économie

En acceptant de donner des marchés à des sociétés naissantes, sans bilan ni antériorité, vous pourrez parfois perdre, comme dans le capital-risque, mais celui qui vous fera gagner, fera gagner tout le monde. Accepter d'attribuer des marchés sans appel d'offres, sans critère d'antériorité, risquer de perdre pour gagner, est un processus incontournable.

Vous passez les achats du Budget aux Finances, et vous acceptez de mesurer l'intérêt d'un marché, et donc d'un investissement, sur le temps long. Exemple simple. Le budget achète des ampoules normales car elles coûtent moins cher. Compta annuelle. Les finances pourraient mesurer le retour sur investissement, l'économie faite sur 2,3 ou 5 ans. Ainsi les achats publics se sont longtemps interdits les lampes LED, car elles coûtaient plus cher, malgré l'économie possible sur 3 à 5 ans... Brillant et c'est le cas de le dire, non ? Le politique doit accepter de partager pour gagner. Le faire gagner lui (elle) et nous faire gagner nous. Nous en sommes loin. Les Etats-Unis comme la Chine, Israël et la Corée ont compris depuis longtemps le rôle des achats publics, quand nous en sommes toujours à parler d'une simplification qui rapporte toujours plus de complications.

Le Plan Macron dévoilé il y a quelques jours en est l'exemple parfait. Une vision plutôt bonne des technologies d'avenir. Un montant ridicule (30 Mds€ sur 5 ans, 6 Mds€ par an) qui tient plus du pourboire (ou pour-voir) que de l'investissement, et une complexité et opacité dans son exécution qui fera disparaître en route cet argent aussi sûrement que celui du plan de relance ou de réindustrialisation, rabâché autant que non exécuté. L'échelle est à 100 Mds€ par an, pendant 5 ans, a minima, et au niveau européen, sauf à ne vouloir que des ronds dans l'eau. Une conversation cette semaine, avec cinq patrons du CAC40, et même des proches de Macron, m'ont confirmé que ma vision critique de ce plan était largement partagée. « Politique, tu dois apprendre à partager. » Chacun à sa place. Tous ensemble !